

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

27^{ème} année - N°5217 - Lundi 05 Octobre 2026 - Prix : 200 Fc

EVALUATION GOUVERNEMENTALE :

61% d'actions réalisées à mi-parcours



Conseil des oulémas :

**Le Grand Moufti salue
une nouvelle étape**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

23 Rabi al-Thani 1448

Prières aux heures officielles

Du 1er au 6 Octobre 2026

Lever du soleil:

05h 47mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 35mn

Dhouhr : 11h 59mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



BIODIVERSITÉ AUX COMORES :

Transformer les ambitions en solutions durables

Aux Comores, la nature fait partie du quotidien. Elle nourrit les familles, soutient l'agriculture et la pêche, alimente les activités touristiques et fournit des ressources en eau indispensables à la population. Mais cette richesse naturelle est aussi fragile. Lorsque les sols se dégradent, que les ressources s'épuisent ou que les écosystèmes sont fragilisés, ce sont directement les moyens de subsistance et l'économie du pays qui sont touchés.

Le constat est d'autant plus important que le secteur primaire représentait 36,4% du PIB en 2022. Dans le même temps, la dégradation des sols représenterait une perte économique estimée à 274 millions de dollars par an. C'est face à cette réalité que le pays cherche aujourd'hui à franchir une nouvelle étape : ne plus seulement protéger la biodiversité à travers des projets ponctuels, mais construire des mécanismes capables de financer durablement sa préservation.

Le 1er octobre, des représentants du Gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers se sont réunis à Moroni

pour valider l'Analyse des Politiques et des Institutions du financement de la biodiversité. Cette étape, menée dans le cadre de l'initiative BIOFIN avec l'appui du PNUD, permet au pays de mieux comprendre comment la biodiversité est aujourd'hui financée, quelles sont les ressources déjà mobilisées et quelles nouvelles solutions pourraient être développées.

Derrière cette démarche se trouve une idée simple : avant de chercher davantage de financements, il faut d'abord savoir ce qui est déjà dépensé, comment ces ressources sont utilisées et quels sont les besoins qui restent à couvrir. Le processus doit ainsi permettre de répondre progressivement à trois questions : combien les Comores consacrent-elles déjà à la biodiversité ? Quels sont les besoins réels ? Et comment mobiliser durablement les ressources nécessaires pour combler l'écart ? Plusieurs solutions sont déjà envisagées. Elles concernent notamment le Fonds Environnemental des Comores, l'écotourisme, le carbone bleu et les recettes générées par les aires protégées. Ces pistes devront maintenant être approfondies,



chiffrées et organisées afin de devenir de véritables mécanismes de financement. Cette nouvelle approche vient compléter les actions déjà menées sur le terrain. À

travers le projet RNAP II, le PNUD accompagne notamment la consolidation du réseau national des aires protégées.

Le projet BGI cherche, de son

côté, à mieux relier conservation de la biodiversité, participation des communautés et développement local. Avec BIOFIN, une nouvelle question est désormais posée : comment garantir que ces efforts puissent se poursuivre dans la durée ? Les premiers pas vers l'action sont déjà visibles. Un financement de 432 000 dollars a été mobilisé avec l'appui de la France pour accompagner la mise en œuvre de deux solutions de financement de la biodiversité.

Pour les Comores, l'enjeu dépasse donc la seule protection de l'environnement. Il s'agit de préserver un capital naturel dont dépendent l'économie, les communautés et les générations futures. L'atelier Biofin de Moroni marque ainsi une étape importante : passer du diagnostic à une organisation plus durable du financement de la biodiversité. La prochaine étape consistera à analyser les dépenses, évaluer les besoins et élaborer un plan national de financement. Avec une ambition claire : faire de la biodiversité non plus une dépense à part, mais un investissement dans l'avenir du pays.

Hamdi Abdillahi Rahilie

COOPÉRATION :

Driss El Kaissi à l'ACCI

Le chargé d'affaires de l'Ambassade du Royaume du Maroc aux Comores, Driss El Kaissi, a rendu une visite de courtoisie à l'Agence comorienne de coopération internationale (ACCI), jeudi 1er octobre dernier. Cette visite avait pour objectif de prendre contact et d'échanger avec la direction et le personnel de l'ACCI. Plusieurs sujets portant sur la coopération internationale entre les deux pays ont été abordés au cours de cette rencontre.

Les relations entre les Comores et le Maroc veulent franchir un nouveau cap. À l'occasion d'une visite de courtoisie et de prise de contact à l'Agence comorienne de coopération internationale (ACCI), les échanges ont porté sur les moyens de renforcer les liens entre les deux pays et de les traduire davantage en projets concrets, notamment dans les domaines de la formation, des infrastructures, de l'agriculture et du développement humain.

Le directeur général par intérim de l'ACCI, Mohamed Elhad, a rappelé le caractère ancien et privilégié de cette relation. «Votre visite de courtoisie et de prise de contact témoigne de l'intérêt que vous portez au renforcement des relations entre le Royaume du Maroc et l'Union des Comores. Des relations anciennes, fraternelles et fondées



sur la confiance», a-t-il déclaré. Selon lui, les liens entre les deux pays dépassent le seul cadre diplomatique. Ils reposent également sur une histoire de solidarité et de coopération construite depuis l'indépendance des Comores.

«Le Royaume du Maroc figure parmi les pays qui ont accompagné les Comores dès les premières années de leur indépendance. Cette solidarité s'est notamment illustrée dans les domaines de la formation et du renforcement des capacités, y compris dans le domaine militaire. Cet héritage mérite d'être rappelé, car il constitue un socle sur lequel nous pouvons aujourd'hui bâtir une coopération encore plus ambitieuse. Il existe entre nos deux pays des

liens parfois symboliques, mais particulièrement significatifs.

La présence, dans chacun de nos deux pays, de localités portant le nom de Fassi constitue, à cet égard, un clin d'œil intéressant à cette proximité historique et culturelle», a-t-il ajouté. «L'ouverture par l'Union des Comores de son Consulat général à Laâyoune en décembre 2019, qui a constitué un geste diplomatique particulièrement significatif dans nos relations avec le Royaume du Maroc. Cette représentation a depuis été présentée comme la première représentation diplomatique comorienne dans cette ville. La position exprimée par les autorités comoriennes en 2020, à l'occasion de la décision américaine concer-

nant la souveraineté marocaine sur le Sahara, illustre également cette proximité diplomatique», a-t-il précisé. À l'ACCI, «nous avons vocation à faciliter et à accompagner les coopérations qui contribuent concrètement au développement des Comores.

Notre rôle est notamment de favoriser la mise en relation des institutions, de suivre les accords de coopération, d'identifier les opportunités de partenariat et d'assurer un meilleur alignement entre les besoins nationaux et les offres de coopération», a indiqué à son tour Ben Yamine responsable de la coopération Sud-Sud et Triangulaire. «L'ACCI accorde une importance particulière à la coopé-

ration Sud-Sud et triangulaire. À ce titre, nous considérons que l'expérience du Maroc dans plusieurs secteurs peut être particulièrement utile aux Comores. Le Maroc dispose aujourd'hui d'une expérience importante en matière de développement des infrastructures, de formation, d'agriculture, de tourisme, de développement humain, de coopération africaine et de mobilisation de l'expertise.

Nous souhaitons donc que nos relations puissent évoluer progressivement d'une coopération fondée principalement sur les échanges institutionnels vers une coopération davantage orientée vers des projets concrets, des résultats mesurables et un transfert effectif de compétences», a plaidé Ben Yamine.

De son côté, le diplomate marocain s'est dit disposé à accompagner les initiatives et les demandes de l'ACCI. «La porte est ouverte. Nous voulons bien travailler ensemble dans l'intérêt de nos deux pays. Comme vous l'avez bien mentionné, le Maroc et les Comores ont une longue histoire d'amitié. Beaucoup de cadres comoriens sont formés au Maroc, et cela continue jusqu'à nos jours. Le Maroc a toujours apporté son soutien au développement des Comores. C'est sur cette base que nous allons travailler ensemble», a assuré Driss El Kaissi.

Nassuf Ben Amad

EVALUATION GOUVERNEMENTALE :

61% d’actions réalisées à mi-parcours

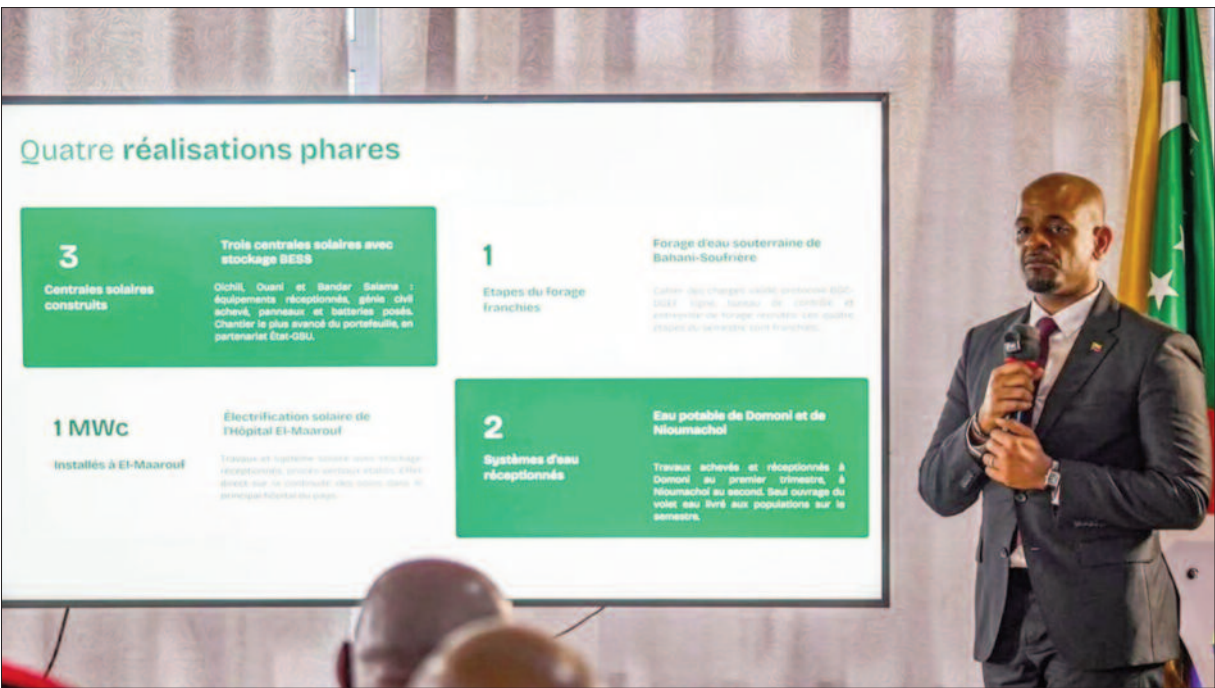
Le séminaire consacré au bilan des plans de travail annuels (PTA) de tous les ministres, s’est tenu jeudi 1er octobre à l’Assemblée nationale, en présence du président Azali Assoumani, et de l’ensemble du gouvernement. À cette occasion, le secrétaire général du gouvernement (SGG), Nour El Fath, a présenté la première évaluation semestrielle des plans de travail annuels. Il a annoncé un taux d’exécution de 61%, soit un résultat en progression par rapport aux 56% enregistrés sur l’ensemble de l’année 2025.

Au total, 975 actions ont été réalisées sur les 1 592 prévues entre janvier et juin, soit un taux d’exécution de 61%. Un résultat en hausse, mais qui appelle toutefois à une accélération des efforts. C’est en tout cas le constat dressé par Nour El Fath lors de cette première évaluation semestrielle.

Dans son intervention, le SGG a souligné que cette progression est en grande partie liée à la réorganisation du travail gouvernemental autour de six pôles de compétences. Il a également évoqué les acquis enregistrés dans plusieurs domaines, notamment la diplomatie, la mobilisation des ressources finan-

cières, les résultats aux examens nationaux, ainsi que des avancées dans les secteurs de l’énergie, de l’agriculture, du transport et des infrastructures numériques. Malgré ces avancées, l’objectif annuel reste fixé à au moins 70%. « 61% est une amélioration comparée à 2025, mais ce n’est pas encore suffisant », a-t-il estimé, appelant les ministres à davantage de rigueur, de discipline et de responsabilité afin d’atteindre les objectifs fixés.

Pour sa part, le chef de l’État a insisté sur le rôle des gouverneurs des îles, qui doivent être davantage associés à la préparation, au suivi et à l’évaluation des actions publiques. Il a invité les ministres à travailler en étroite collaboration avec eux, afin que les décisions prises reflètent davantage les réalités du terrain. Azali Assoumani n’a pas non plus manqué d’alerter sur la montée de la délinquance juvénile, qui, selon lui, nuit à l’image du pays. Il a rappelé que la lutte contre ce phénomène est l’affaire de tous et a suggéré aux ministres de s’appuyer davantage sur les oulémas et les notables, tout en renforçant l’éducation civique et le patriotisme à l’école. «Chacun de vous doit tirer les leçons du passé, cultiver l’unité d’une même famille, valoriser notre patrimoine culturel et renforcer la



communication pour donner davantage de visibilité aux réalisations», a insisté le chef de l’État.

Il a également appelé à davantage de solidarité gouvernementale en vue de la préparation des premiers Jeux des îles de l’océan Indien accueillis par les Comores, afin que le pays puisse être un exemple dans la région. Dans une vidéo diffusée après la séance, le SGG a reconnu que de nombreux

défis restent à relever. Selon lui, ces challenges ne peuvent toutefois être gagnés par le seul gouvernement. Il a appelé l’ensemble des forces vives du pays à participer aux efforts en faveur du développement national. «Des avancées ont été réalisées, mais de nombreux défis restent encore à relever. Pour poursuivre cette dynamique, le pays a besoin de toutes les forces vives.

Ensemble, œuvrons pour le

développement de notre pays et la construction d’un avenir meilleur pour tous», a-t-il souligné. Cet exercice d’auto-évaluation intervient dans un contexte de crise géopolitique majeure, et surtout à 10 mois des Jeux des Iles que le pays s’apprête à accueillir, mais aussi à l’approche de l’élection présidentielle de 2029.

Nassuf Ben Amad

Conseil des oulémas :
Le Grand Moufti salue une nouvelle étape

Près de deux semaines après la signature du décret portant nomination des membres du Conseil des oulémas du Mouftorat, le chef de l’État, Azali Assoumani, a reçu mardi 29 septembre le Grand Moufti de la République, Cheikh Aboubacar Saïd Abdallah Djamal-Lail. Au cours de cette audience, le responsable religieux a salué la création de cette nouvelle instance, qu’il présente comme un levier pour renforcer le travail scientifique, la concertation entre les oulémas et l’encadrement de l’activité de fatwa.

Le chef de l’État, Azali Assoumani, a reçu mardi dernier à Beit-Salam le Grand Moufti de la République, Cheikh Aboubacar Saïd Abdallah Djamal-Lail. L’audience s’est tenue en présence du Grand Cadi, de plusieurs oulémas, de responsables du Mouftorat ainsi que de conseillers à la présidence de l’Union. Selon une publication du site Dar Iftah, le Grand Moufti a profité de cette rencontre pour saluer le président de la République à la suite de la signature, le 14 septembre 2026, du décret n°26-101/PR portant nomination



des membres du Conseil des oulémas.

Cheikh Aboubacar Saïd Abdallah Djamal-Lail considère la mise en place de cette nouvelle instance comme une étape importante pour le développement du travail scientifique et de l’activité de fatwa. «La mise en place du Conseil des oulémas constitue une étape importante dans le renforcement du travail scientifique et de l’activité de fatwa», souligne-t-il.

Selon le Grand Moufti, le Conseil doit également contribuer à structurer davantage le travail scientifique et religieux et à renforcer les mécanismes de concertation entre les spécialistes des sciences islamiques. «Le Conseil contribue à unifier les efforts scientifiques et à renforcer la concertation entre les oulémas », affirme-t-il.

La nouvelle instance est également appelée, selon lui, à jouer un rôle au service de la société comorienne, notamment à travers la

promotion des valeurs de modération et de juste milieu, ainsi que la préservation des constantes religieuses. À l’issue de l’audience, le Grand Moufti a renouvelé ses remerciements au chef de l’État et lui a adressé ses vœux de «plein succès et réussite» dans l’exercice de ses fonctions au service de l’Union des Comores et de son peuple.

Ibnou M. Abdou

La Gazette des Comores

Fondateur et Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédactrice en chef

Andjouza Abouheir

Secrétaire de rédaction

Toufé Maecha

Rédaction

Mohamed Youssouf

Sanaa Chouzour

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

A Bardraoui

Mohamed Ali Nasra Hamdi

Stagiaires

Abdillahi Rahilie

El-Aniou Fatima

Aticki Ahmed Ismael

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

SOCIÉTÉ :

FASCA-TAREH et Mon Rayon de Soleil misent sur la force du collectif

À Mutsamudu, le monde associatif veut changer d'échelle. La convention signée entre Mon Rayon de Soleil et FASCA-TAREH ne se limite pas à un rapprochement institutionnel : « elle pose les bases » d'une coopération où l'expérience associative devient une matière première du développement, avec la jeunesse, la culture et l'environnement en première ligne.

Le monde associatif de Ndzuani veut parler d'une seule voix, sans gommer les différences, mais en les transformant en complémentarités. En septembre dernier, au siège d'AGEVOR, Mohamed Nafioun et Fatima Bacar ont scellé une convention de partenariat entre Mon Rayon de Soleil, association implantée en France, et la Fédération des associations d'Anjouan, FASCA-TAREH, basée à Mutsamudu. Près de 45 associations locales et de la diaspora se trouvent aujourd'hui dans l'orbite de cette fédération.

Un potentiel considérable que cette convention entend transformer en capacité d'action. L'ambition affichée est large : désenclavement, promotion formelle de la culture, économie bleue et verte, protection de l'environnement et mobilisation de la jeunesse. Mais derrière ces secteurs se dessine surtout une

méthode : faire de l'association un espace d'apprentissage et de transmission.

C'est l'un des axes les plus novateurs de cette dynamique : faire de l'expérience acquise dans le monde associatif une composante majeure de l'enseignement, avec une cible de 60% des apprentissages fondés sur les acquis du terrain. L'idée est simple : une association qui a appris à organiser, mobiliser, sensibiliser, gérer un projet ou défendre une cause possède déjà un savoir qu'il faut transmettre.

La jeunesse ne doit donc pas seulement apprendre dans les salles de classe ; elle doit également apprendre auprès de ceux qui ont expérimenté, parfois dans des conditions difficiles, les réalités du terrain. Cette approche donne au partenariat une dimension presque pédagogique. Le monde associatif devient une école à ciel ouvert, capable de transmettre des compétences, des valeurs, des méthodes de travail et surtout une culture de responsabilité.

Ancien fonctionnaire des Nations unies et président d'honneur de Mon Rayon de Soleil, Mohamed Nafioun place cette démarche sous le signe du « dénominateur commun ». Pour lui, les différences de rang, de couleur ou de classe sociale ne doivent pas empêcher l'action collective :

« Nous ne sommes pas obligés



d'être amis, nous sommes obligés de travailler en concert pour la valeur identitaire de toutes les générations. » Une philosophie qui rejoint la volonté de FASCA-TAREH de rassembler davantage. Sa présidente du conseil d'administration, Fatima Bacar, appelle ainsi les associations à se fédérer afin de constituer « un balai solide ». L'image est parlante : isolée, chaque association dispose d'une force limitée ; réunies, elles peuvent peser davantage sur les

enjeux de société.

Pour Faride Rachad, promoteur de la culture et directeur de la Culture, le potentiel rassembleur de FASCA-TAREH doit permettre de canaliser l'énergie des jeunes générations vers des activités utiles, créatives et structurantes.

Mon Rayon de Soleil apporte pour sa part une identité fortement environnementale. Le traitement des déchets et la promotion de l'énergie solaire occupent une place centrale

dans ses engagements. Nail Aboubacar, président de l'association, défend notamment l'idée d'installer dès le plus jeune âge une véritable culture de responsabilité envers la nature. Au fond, cette convention porte une ambition simple mais puissante : transformer le capital associatif en capital humain, puis le capital humain en moteur de développement. C'est là que réside sa véritable portée.

Younes

HANDICAP ET EMPLOI À NDRONDRONI :

La couture ouvre de nouvelles perspectives

À Ndrondroni, une formation de quatre mois en couture destinée exclusivement à des femmes en situation de handicap s'est achevée mardi 29 septembre. La cérémonie de clôture a été marquée par la remise de certificats, la présentation des travaux réalisés et la distribution de kits de couture destinés à permettre aux bénéficiaires de poursuivre leur activité.

La formation, organisée dans le cadre du projet RISEC, a réuni des femmes en situation de handicap autour de l'apprentissage de la couture et de l'artisanat. La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités insulaires, dont la gouverneure de Mohéli, ainsi que de plusieurs partenaires du projet. Pour Mohamed Abdoulhamid, coordonnateur national du projet RISEC et point focal de l'Organisation internationale du travail (OIT) aux Comores, cette initiative constitue une étape importante vers l'autonomisation économique des bénéficiaires. « Aujourd'hui, nous sommes fiers d'avoir accompli cette formation. C'est une formation de couture



assurée par une femme elle-même en situation de handicap, Moinaecha Ahamada », a-t-il expliqué. Il précise que les participantes ont reçu des certificats, mais également des kits leur permettant de

continuer à pratiquer et à se perfectionner pendant plusieurs mois sans avoir à investir immédiatement dans du matériel. L'une des particularités du programme réside justement dans l'ac-

compagnement de la formatrice. Le projet a contribué à la création et à l'enregistrement légal de son entreprise, baptisée Moinaicha Couture. L'objectif est de faciliter l'insertion professionnelle des femmes for-

mées, qui pourront poursuivre leur apprentissage, produire et éventuellement intégrer l'entreprise. « Nous avons également accompagné la formatrice dans la création de son entreprise, qui est aujourd'hui légalement enregistrée.

Elle pourra accueillir directement certaines des bénéficiaires et leur permettre de continuer à se perfectionner », a indiqué Mohamed Abdoulhamid.

De son côté, Moinaecha Ahamada s'est dite satisfaite d'avoir pu transmettre son savoir-faire à des personnes confrontées à différentes formes de handicap. « Je suis très contente d'avoir été bien accueillie à Ndrondroni et surtout d'avoir pu réaliser cette formation auprès de personnes en situation de handicap. Certaines ne parlent pas, d'autres n'entendent pas, mais elles ont quand même réussi à suivre la formation », témoigne-t-elle. Le coordonnateur national du projet RISEC appelle enfin les familles à saisir les futures opportunités de formation afin de favoriser l'accès des jeunes en situation de handicap au marché du travail.

Riwad

OCTOBRE ROSE :

L'ACCF intensifie sa campagne de terrain

Lancée le 19 septembre à Moroni, la nouvelle édition d'Octobre Rose pour l'Association comorienne contre le cancer chez la femme, sillonne différentes localités dans le but de sensibiliser la population. Entre dépistages élargis à Mohéli, causeries dans les villages et mobilisation de la jeunesse, l'ACCF veut faire du dépistage précoce un réflexe national.

Depuis 2019, au lancement de sa première campagne, l'ACCF ne relâche pas la pression. De village en village, l'association a fait d'Octobre Rose un mouvement de proximité. Pour cette édition 2026, elle a dévoilé un programme prometteur. La stratégie est axée sur le travail de terrain. Après une première sensibilisation réussie samedi 26 septembre à Hahaya aux côtés de l'ACCF Junior, l'équipe poursuit sa tournée de proximité. Ce samedi 3 octobre, les bénévoles seront à Mohoro dans le Mbadjini et à Bandamadji La Domba pour des

ateliers d'autopalpation et d'échanges directs avec les femmes. Le lendemain, dimanche 4 octobre, cap sur Bangoinikouli dans la région de Mitsamiouli. Au programme, démonstrations sur bustes pédagogiques, information sur les signes d'alerte et orientation vers le dépistage.

Même élan du côté de la jeunesse. Cette démarche intergénérationnelle a d'ailleurs fédéré élèves et enseignants au Lycée français international Henri-Matisse, le 2 octobre dernier. Élèves en rose, photo collective solidaire, ateliers de palpation animés par les membres de l'ACCF, sessions nutrition et bien-être, l'établissement a montré qu'une jeunesse informée devient actrice de prévention. Joint par nos soins, la présidente de l'association, Zahara Abdallah, insiste : « Notre objectif est triple, la sensibilisation, l'éducation et le dépistage pour que chacun puisse reconnaître les premiers signes.

Aujourd'hui, nous retrouvons des femmes de 40 ans avec la maladie déjà à un stade avancé,



alors que l'on conseillait auparavant de commencer le dépistage à partir de 45 ans. Il faut donc abaisser l'âge de la vigilance, apprendre l'autopalpation plutôt et briser le tabou».

Un message qui résonne alors

que l'ACCF dresse un bilan de près de 150 causeries, 1 732 mammographies financées et 331 frottis offerts en sept ans. Pour rappel, la campagne nationale de dépistage se tiendra du 5 octobre au 5 novembre à Moroni,

Mutsamudu et Fomboni, à tarif solidaire compris entre 15 000 et 17 500 francs comoriens. L'ACCF appelle toute la population à se mobiliser continuellement.

Hamdi Abdillahi Rahilie

LIBÉRER LES ÉNERGIES :

La 2e édition sera axée sur le numérique et les énergies renouvelables

L'agence nationale de développement du numérique a lancé hier jeudi 1er octobre à Moroni, la 2e édition de « Libérer les Énergies ». Après une première édition généraliste en 2020, celle de cette année se recentre sur le numérique et les énergies renouvelables pour révéler, accompagner et mettre en lumière les entrepreneurs comoriens d'ici et de la diaspora.

C'est en présence du conseiller technique du ministère de l'énergie, de l'eau et des hydrocarbures, de tout le staff de l'agence, de la coordinatrice du projet ANP, et du directeur des énergies renouvelables que la conférence de presse s'est tenue. L'initiative, portée par l'agence nationale de développement du numérique (ANADEN), vise à identifier et accompagner des porteurs de projets autour de deux leviers essentiels pour le développement économique, à savoir la création d'emplois et la compétitivité. Contrairement à la première édition ouverte à tous les secteurs, cette deuxième opère un recentrage stratégique.



« La première édition était ouverte à tous les secteurs d'activité. Aujourd'hui, on s'est juste focalisé sur l'énergie et le digital », a-t-on rappelé. L'enjeu est d'aller au-delà d'un simple concours pour épauler durablement les jeunes, entrepreneurs, techniciens et innovateurs, avec des solutions concrètes en énergies

renouvelables, efficacité énergétique, accès à l'énergie, gestion intelligente des ressources et numérique appliqué au secteur énergétique.

Le concept repose sur un format inédit : une compétition télévisée. Le public pourra suivre l'évolution des candidats, de l'idée à la solution viable. Concrètement, l'idée est de répondre aux problématiques concrètes du quotidien des Comoriens. C'est ce qu'a souligné la coordinatrice du projet ANP : « L'objectif, c'est que l'on trouve des solutions qui répondent aux problématiques auxquelles les

Comoriens font face aujourd'hui. Il ne s'agit pas de sélectionner un gagnant, mais surtout une solution ». Une démarche où les téléspectateurs pourront d'ailleurs voter pour les projets qu'ils jugeront les plus utiles. Côté procédure, la plateforme TRAYA est mise à disposition pour le dépôt des candidatures, ouvertes sur tout le territoire jusqu'au 10 octobre. L'organisation attend 100 à 150 dossiers, avec une possible prolongation de moins de deux semaines. Le concours est ouvert aux résidents et à la diaspora, qui peut soumettre des idées en lien

avec le contexte local. Les candidats de l'extérieur retenus seront invités à venir présenter sur place.

Par ailleurs, la sélection se fera en plusieurs phases. Une première présélection dégagera 50 dossiers. Durant la troisième semaine d'octobre, un comité d'opérateurs économiques retiendra 10 lauréats. Ces dix projets intégreront la phase télévisée avec éliminations hebdomadaires. Ils bénéficieront d'un accompagnement de six mois comprenant mentorat, formation, incubation, coaching et émissions pour mûrir leurs idées. Les critères privilégient les solutions concrètes, pérennes et réalisables, et non les grandes infrastructures type centrales électriques. Le meilleur projet recevra 5 millions de francs comoriens. Les organisateurs ont tenu à préciser que ce montant ne doit pas être un frein. En effet, des partenariats avec des acteurs financiers locaux sont prévus pour accompagner les projets nécessitant plus d'investissement jusqu'à leur mise à disposition. Des actions de sensibilisation sont également prévues à Ngazidja, Anjouan et Mohéli. La grande finale est prévue pour le 28 novembre 2026 et réunira cinq finalistes, dont trois lauréats seront récompensés. D'ici là, les candidats intéressés sont invités à postuler et à soumettre leur projet avant la clôture du 10 octobre prochain.

Hamdi Abdillahi Rahilie

**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**

MATCH AMICAL SÉNÉGAL – COMORES :

Une grande mobilisation de la diaspora

Le Sénégal et les Comores se sont affrontés hier au stade CEPAC Vélodrome de Marseille, une première pour ces deux nations qui partagent pourtant une longue histoire d'amitié. Terre d'accueil de la diaspora comorienne depuis les années 50, la ville de Marseille est considérée à juste titre comme la cinquième île de l'archipel des Comores.

C'est en tout cas un avis partagé par bon nombre de comoriens. Et ce n'est pas Maliza Saïd avocate au barreau de Marseille et de Moroni qui dira le contraire. Interrogée aux abords du mythique stade de la capitale phocéenne, cette dernière a mis avant cet aspect : «Bien sûr qu'on encourage notre équipe les Comores, bienvenue aussi aux sénégalais, mais il ne faut pas oublier que pour les comoriens, Marseille c'est la cinquième île, donc on joue à domicile ».

Et cette dernière de continuer en évoquant une très grande surprise de voir les Comores jouer à Marseille : « Cela fait énormément plaisir, c'est une agréable surprise. Il faut bien avouer qu'on ne s'y

attendait pas, et je viendrai avec toute ma famille. Mes quatre enfants ainsi que mon conjoint. »

À Marseille, les Coelacanthes ne seront donc pas en terre inconnue. Ils pourront compter sur le soutien d'une communauté comorienne profondément attachée à ses couleurs. Face aux Lions de la Téranga, le Vélodrome avait promis de s'habiller en comorien et de vibrer aux rythmes des deux nations. Hier dimanche, la cinquième île de l'archipel était bel et bien à domicile. Sisko, une autre voix de la diaspora marseillaise a appelé les supporters des camps à faire de ce match, un moment de communion. «Les gens ont envie d'aller voir ce match, que ça soit du côté comorien ou sénégalais. Il faut que ça soit une grande fête, un grand moment de communion partagé, et que chacun puisse ressortir avec le sourire». Au-delà du résultat, c'est donc la fête du football qui était attendue dimanche à Marseille.

Dans les tribunes du Vélodrome, Comoriens et Sénégalais ont fait entendre leurs voix, dans le respect et la fraternité. Deux peuples, deux équipes,



mais une même passion pour le ballon rond. La communauté comorienne entendait faire de cette rencontre un véritable moment de retrouvailles.

Les supporters sénégalais sont eux aussi appelés à participer à

cette ambiance populaire et festive. L'enjeu était sportif sur la pelouse, mais humain et fraternel dans les tribunes. Si la cruauté du sport, qui veut qu'il y'ait qu'un seul vainqueur, elle n'a pas empêché les deux communautés de

démontrer que le Sénégal et les Comores ne font qu'un. A l'heure où nous mettons sous presse, le match amical n'avait pas encore commencé.

Imtiyaz

AC

CF

Association Comorienne contre le Cancer

Association Française contre le Cancer

OCTOBRE ROSE 2026

P

R

O

G

R

A

M

M

E

SAMEDI

19

SEPTEMBRE

CONFÉRENCE DE PRESSE

+ CARAVANE (MORONI)

SAMEDI

26

SEPTEMBRE

PRIÈRE POUR DÉFUNTS ET MALADES

+ SENSIBILISATION

SAMEDI

17

OCTOBRE

JOURNÉE SPORT TAE BO

ALLIANCE FRANÇAISE

SAMEDI

24

OCTOBRE

SOIRÉE DE GALA

HOTEL RETAJ

SAMEDI

07

NOVEMBRE

MARCHE ROSE

DU 05

OCTOBRE

AU 05

NOVEMBRE

CAMPAGNE DE DÉPISTAGE

MORONI | MUTSAMUDU | FOMBONI

DU 26

SEPTEMBRE

AU 07

NOVEMBRE

RENCONTRE AVEC LA POPULATION

POUR LA SENSIBILISATION AU DÉPISTAGE PRÉCOCE